

Rentrée : Les tensions montent dans les établissements

4 minutes

A la veille d'un appel au blocage des lycées, une trentaine d'établissements ont connu des mouvements de grève le 2 novembre. Ce phénomène, rare un jour de rentrée scolaire, résulte du trop plein de tensions et d'humiliation ressentis par les enseignants suite à la réduction de l'hommage à S. Paty à une simple minute de silence et au nouveau protocole sanitaire jugé trop peu protecteur. A l'épidémie, à l'alerte attentat va s'ajouter une crise sociale qui pourrait prendre de l'ampleur.



"Ca va s'élargir". Bruno Bobkiewicz, secrétaire national du Snpden Unsa, le premier syndicat de personnels de direction, craint nettement l'extension des luttes dans les établissements.

"L'hommage à S Paty s'est globalement bien passé", nous dit-il, si ce n'est que les personnels étaient émus de ne pas avoir pu se réunir suite à un revirement de dernière minute. Cela a été perçu comme un manque de respect".

Mais il y a, selon lui, un autre sujet de mécontentement : le maintien du fonctionnement des établissements avec des effectifs pleins. Il craint "une forte mobilisation pour manifester qu'il ne faut pas prendre les lycéens à plein temps. C'ava forcément se poursuivre" nous dit-il.

En effet la journée du 2 novembre a connu des troubles dans une

trentaine d'établissements. L'académie de Créteil a été particulièrement secouée avec des mouvements de grève aux lycées Eluard de Saint-Denis, Balzac à Mitry Mory, Berthelot à Pantin, Utrillo à Stains, F Tristan à Noisy le Grand, et dans des collèges (Triolet à Saint Denis, de Gouges à Noisy le Sec, Péri à Aubervilliers, Curie à Stains etc.). De établissements ont aussi débrayé en dehors de l'île de France comme le collège Guy à Lyon, le lycée Malraux à Voreppe (38), le lycée de Gap, celui de Mayenne. Ailleurs encore les professeurs ont manifesté leur colère sans se mettre en grève comme au collège Gambetta à Cahors.

Que demandent-ils ? A Mayenne les enseignants s'estiment méprisés suite à la suppression du temps d'échange le matin du 2 novembre. A Voreppe ils dénoncent "un hommage bâclé". Au collège Kennedy de Mulhouse les enseignants "jugent inadmissible qu'un temps de concertation n'ait pas été prévu dans la matinée précédant la minute de silence" et ils s'inquiètent des risques de contagion. Ils demandent que les élèves reviennent au collège par demi groupe comme en juin. Enfin ils soulignent l'absence de protection face au risque d'attentat.

Au collège Gambetta de Cahors les professeurs sont en colère. "Nous avons eu besoin d'un temps d'échanges entre nous pour évoquer l'assassinat de notre collègue. Les deux heures initialement prévues sur le sujet ont été supprimées... C'est du mépris... La situation sanitaire est pire qu'au mois de mars et nous n'avons pas de gel, certains élèves sont récalcitrants au port du masque, d'autres reviennent malades des vacances... On a 27 classes soit 850 collégiens pour 24 salles... On ne se sent pas soutenus par notre administration", disent-ils à Medialot.

De nombreux chefs d'établissement ont pourtant fait des concessions et gardé l'organisation de la matinée qui était prévue avant la décision ministérielle. Mais au Snpden, Bruno Bobkiewicz ne croit pas à l'apaisement. "La multiplication des sujets crée un climat extrêmement complexe", nous dit-il. Il craint aussi des blocages générés par des élèves. Les premiers ont eu lieu le 2 novembre, notamment à Nantes.

F Jarraud

[Sur Medialot](#)

[Sur Les DNA](#)